



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 10/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV Ile-de-France SAS**

21 ROUTE DU BASSIN N° 5  
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0007402240

N° RVAT : 63303

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France SAS implanté 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Ile-de-France SAS
- 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007402240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un centre de tri et de transit de déchets non dangereux soumis à autorisation pour la rubrique 2791 et à enregistrement pour les rubriques 2714 et 2716.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage activités de broyage de déchets de bois	AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Amende	Amende	Immédiat

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la quantité de bois à broyer entreposée sur le site était au-dessus du seuil autorisé par l'arrêté préfectoral de l'établissement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage activités de broyage de déchets de bois

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2021, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, capacité de stockage de déchets de bois

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du chapitre 12 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

[...]

12.3. - Activité de réception et de broyage de déchets de bois

Les activités de réception-et broyage de déchets de bois sont réalisées dans un bâtiment dédié de 1 900 m<sup>2</sup> qui comporte :

a) des aires d'entreposage

Zone exploitant	Activité / Type de déchet	Rubrique correspondante de la nomenclature	Volume instantané maximal autorisé (m³)	Masse instantanée maximale autorisée (T)	Surface instantanée maximale autorisée (m²)	Zone couverte
18	Bois à broyer (amont)	2714	820	246	-	oui
19	Copeaux de bois « broyats »	2714	2600	525,2	-	oui
20	Copeaux de bois fins « fines »	2714	1350	351	-	oui

Une brumisation est mise en œuvre au niveau des aires d'entreposage si nécessaire pour minimiser les envols de poussières.

La durée de stockage dans les alvéoles n'excède pas cinq jours.

[...]

**Constats :**

L'inspection des installations classées s'est rendue le 22/01/2026 de manière inopinée sur le site de SUEZ RV Ile-de-France à Gennevilliers, afin de procéder à un contrôle de la quantité de bois entreposée sur site.

La société est actuellement mise en demeure par arrêté préfectoral DCL/BEICEP n°2025-391 du 6 octobre 2025 de respecter l'article 16 de son arrêté préfectoral complémentaire n°2021-23 du 1er mars 2021, relatif aux tonnages et volumes de bois maximaux autorisés sur le site.

La disposition est considérée comme respectée si les seuils fixés ne sont pas dépassés sur une durée de 6 mois consécutifs.

L'inspection du 22/01/2026 a permis de constater une quantité de bois entreposée supérieure au seuil fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

L'exploitant a présenté son tableau de suivi et de prévision du stock de bois ; il est indiqué une quantité de bois à broyer stockée d'environ 300 t en début de journée. L'exploitant explique que ce dépassement est la conséquence d'un apport important en bois suite à des reports de livraisons dus à l'épisode neigeux ayant traversé la région quelques jours auparavant, et la conséquence d'un arrêt de production de plusieurs heures le 20 janvier en raison de la casse d'une bande de convoyeur.

L'exploitant indique également qu'une de leurs pelleteuses est tombée en panne le 21/01/26 dans la soirée et est restée stoppée devant le process bois, leur empêchant de passer le bois au broyeur.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 22/01/26 ses échanges de mail avec son entité Bois, datés du 20/01/26, afin de stopper les apports de bois à broyer.

Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une amende de 2 500 euros, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.



Photos prises le 22/01/2026

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**Proposition de délais :** Immédiat